

révoltes

26 mars 2006
Suppl au n° 9 de Révoltes

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Les étudiants ont imposé aux dirigeants de l'UNEF, de la FIDL et de l'UNL qu'ils refusent de rencontrer Villepin.

Puisque Villepin refuse de retirer le CPE, la coordination nationale des étudiants réunie dimanche en a tiré une première conclusion : « le gouvernement devra partir »

Mais c'est Chirac lui-même qui a déclaré vendredi : « Quand une loi a été votée...elle doit être appliquée »

Alors il faut en tirer toute la conclusion :

Pour le retrait du CPE, il faut le retrait de Chirac, Villepin et Sarkozy !

POUR UN MOT D'ORDRE CENTRAL : DEHORS CHIRAC ET LE CPE !

DEHORS CHIRAC-VILLEPIN-SARKOZY et leur « majorité » UMP-UDF !

IMMÉDIATEMENT !

La jeunesse pose la question d'en finir avec le gouvernement.

Samedi 18 mars, un million et demi d'étudiants, de lycéens et de travailleurs ont manifesté ensemble pour le retrait pur et simple du CPE. D'autres revendications ont été ajoutées : suppression de toute la loi sur « l'égalité des chances », du CNE, rétablissement de tous les postes supprimés aux concours de l'enseignement, revendications des jeunes-chercheurs, suppression du LMD, etc... Toutes ces revendications posent la question du combat contre le gouvernement. C'est la raison pour laquelle, de manifestation en Assemblée générale, s'est exprimée de plus en plus nettement la volonté d'en finir avec le gouvernement : « Grève générale, À bas le CPE, À bas le gouvernement ! », « Chirac, Villepin, Sarkozy votre période d'essai est finie » ou encore : « Chirac, Villepin, Sarkozy, même racaille ; une seule solution : qu'ils s'en aillent ». Ces mots d'ordre se sont multipliés.

Dimanche 25 mars, la coordination nationale des étudiants a dû prendre en compte cette exigence (qui avait déjà été discutée dans les coordinations de Toulouse et Dijon). Elle a choisi de le faire en demandant la démission du gouvernement: « **le gouvernement devra partir en même temps qu'il retirera son projet** ».

C'est parce que la jeunesse pose désormais ouvertement la question d'en finir avec ce gouvernement que se sont multipliées depuis huit jours les manœuvres et les provocations pour tenter de disloquer la mobilisation, ceci afin de protéger Chirac et son gouvernement jusqu'en 2007.

Assez de diplomatie secrète ! Aucun soutien à ce gouvernement !

Alors que depuis deux mois, les étudiants et les lycéens manifestent par centaines de milliers pour exiger le retrait du CPE, Villepin réaffirmait le 21 mars: « *Ni retrait, ni suspension, ni dénaturation du CPE* ». Puis le 23 mars, Villepin conviait par lettre les dirigeants des cinq confédérations syndicales à le rencontrer.

Puisque Villepin refusait le retrait du CPE, puisque les organisations syndicales affirment vouloir en préalable le retrait du CPE, comment se fait-il que dès le 23 au soir, les dirigeants de ces organisations aient accepté de rencontrer Villepin? La raison en est que dès le 20 mars, les dirigeants syndicaux avaient contacté discrètement Villepin pour proposer l'ouverture de discussion, et ceci, dans le dos de la jeunesse et des travailleurs. Ceci n'est pas acceptable : **assez de diplomatie secrète ! Aucun soutien à ce gouvernement! Aucune négociation !**

Manœuvres et provocations contre les manifestants

Le fait que la totalité des dirigeants syndicaux aient exigé le retrait du CPE, et qu'ils aient refusé jusqu'à cette semaine de discuter de la mise en œuvre du CPE ou de son aménagement, est d'une très grande importance. Cette position leur a été imposée par les étudiants et les travailleurs et ceci a constitué un puissant encouragement à la mobilisation.

Mais en même temps, les responsables des syndicats ouvriers (CGT et FO) ont refusé jusqu'à aujourd'hui tout appel à la grève générale et à la manifestation centrale à l'Assemblée. Néanmoins la mobilisation s'est poursuivie : 500 000 étudiants et lycéens manifestent le 23 mars, seuls.

Le jeudi 23 mars, les « casseurs » agressent les manifestants: les services d'ordre des syndicats ouvriers étaient absents à l'arrivée de la manifestation parisienne aux Invalides ce jour-là; et la police a laissé faire...mais a arrêté nombre de simples manifestants (la presse a publié de nombreux témoignages) ; or, nombre d'étudiants avaient prévu de demeurer, à la fin de la manifestation, place des Invalides c'est-à-dire à côté du Parlement, « *pour faire comme en Ukraine* »

expliquera l'un d'eux: c'est-à-dire manifester sur place jusqu'à la chute du gouvernement. L'intervention très opportune de « casseurs », puis l'intervention de la police, ont interdit que se concrétise l'objectif d'un rassemblement toute la nuit aux Invalides.

Les organisations des étudiants et lycéens refusent la « négociation » avec Villepin

Le vendredi matin 24 mars, les dirigeants des confédérations syndicales ont tenté de convaincre les dirigeants de l'UNEF, de la FIDL et de l'UNL d'aller voir Villepin avec eux. Les responsables de la FIDL s'y sont refusés.

Alors qu'en début d'après midi, Chirac a réaffirmé clairement sa position : « *quand une loi a été votée par le Parlement...elle doit être appliquée* » », les responsables syndicaux sont néanmoins entrés à Matignon. Pour dire qu'ils exigeaient le retrait du CPE ? Mais pourquoi Villepin s'est-il donc félicité de cette rencontre ? Alors que dans la rue et les AG, les étudiants établissent le lien entre le combat contre le CPE et le combat contre Chirac et son gouvernement, mettant à l'ordre du jour la nécessité de les chasser, discuter avec Villepin ou en appeler à Chirac revient à les reconnaître comme légitimes. C'est les protéger.

Dans la journée du vendredi 24 mars, les étudiants, dans les AG, à Tolbiac, à Jussieu, ont pris position : aucune négociation. Samedi matin, 25 mars, les directions de l'UNEF, de l'UNL et de la FIDL déclaraient qu'elles n'iraient pas discuter avec le gouvernement. Elles ont ainsi exprimé la volonté des étudiants et des lycéens. C'est cette exigence que les travailleurs doivent imposer aux organisations syndicales : retrait du CPE, aucune négociation.

Le gouvernement veut reprendre les « négociations » au lendemain des manifestations du 28 mars. D'autres demandent une « suspension » du CPE pour faciliter ces discussions : **nous exigeons le retrait pur et simple du CPE et non une « suspension » : aucune négociation pour sauver le CPE, Chirac et son gouvernement !**

«Grève Générale ! À bas le CPE ! À bas le gouvernement ! »

Les étudiants discutent ouvertement de la nécessité d'en finir tout de suite avec le gouvernement.

L'exigence de la grève générale est affirmée par les étudiants depuis des semaines. Le jeudi 23 mars, de nombreux cortèges étudiants ont repris cette exigence. Les responsables des syndicats ouvriers ont refusé d'y répondre. Ils jouent la montre. Le 28 mars, ce sera une journée sans grève générale mais avec des « actions » interprofessionnelles. C'est parce que ce mot d'ordre de grève générale menace le gouvernement que les dirigeants syndicaux ont refusé d'y appeler. C'est pour cette raison qu'une circulaire interne de la CGT rappelle que les mots d'ordre des manifestations ne doivent pas « *déborder sur des contenus politiques* » : pour Thibault, il est insupportable que les « sonos » de l'UNEF ou de la FIDL puissent, comme cela est arrivé, traiter Chirac, Villepin et Sarkozy de « *racailles* » et exiger « *qu'ils s'en aillent* ».

Parce que la grève générale pose la question du pouvoir, pour imposer sa réalisation il faut ouvrir une issue politique à la mobilisation en cours, dégager un mot d'ordre qui rassemble tous les travailleurs et la jeunesse ; c'est ce qui a été fait par l'assemblée générale de Jussieu de vendredi, une majorité se prononçant pour que les syndicats appellent à la « *grève générale pour le retrait du CPE et le départ de Chirac et du gouvernement* » ;

Une seule solution : Front unique pour chasser Chirac-Villepin-Sarkozy !

C'est sur cet axe que les dirigeants de l'UNEF, de la FSU, de la CGT et de FO (mais aussi du PS et du PCF) doivent organiser la mobilisation: **manifestation centrale contre l'Assemblée nationale, grève générale, comité central de grève**. Mais, dira-t-on, les dirigeants des confédérations s'y refusent. Alors, il faut le leur imposer, parce que la mobilisation ne peut gagner sur le CPE qu'en se fixant la perspective de chasser Chirac-Villepin-Sarkozy et leur « majorité » UMP-UDF (ces partis, écrasés aux élections régionales de mars 2004, sont désormais très minoritaires).

La responsabilité du PS et du PCF est d'exiger immédiatement le départ de Chirac, de Villepin, Sarkozy et de leur « majorité » UMP-UDF, et de se déclarer prêts à former maintenant un gouvernement de leurs seuls partis, sans Chirac.

Combattre le capitalisme, c'est aujourd'hui combattre pour chasser Chirac et réaliser le front unique sur cet objectif. C'est sur cette orientation que les jeunes regroupés autour de Révoltes agissent et invitent à s'organiser avec eux.

Nous informons : exemple de motions discutées dans les Assemblées Générales.

Motions votées par l'AG de Jussieu le 24 mars (400 présents) :

1- L'AG lance un « *appel aux syndicats des salariés, étudiants et lycéens à rester unis en refusant toute rencontre et toute négociation avec le gouvernement tant que la loi sur l'égalité de chances et le CNE ne seront pas retirés* ». (Motion adoptée à la majorité)

2- L'AG lance un « *appel à tous les syndicats pour qu'ils appellent à la grève générale pour le retrait du CPE et le départ de Chirac et de son gouvernement.* » (Résultat du vote: 126 Pour, 66 Contre, 199 Ne prennent pas part au vote ; motion « annulée » par la tribune)

3- Motion pour la « *grève générale* » soutenue par tous les syndicats, jusqu'au retrait de la loi sur l'inégalité des chances et du CNE. (Motion adoptée à la majorité)

A Tolbiac : Une motion adoptée le 23 mars appelle à ce que les organisations ouvrières CGT et FO « refusent toute négociation avec le gouvernement et appellent à la grève générale ».